



**Conférence des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr. générale
22 avril 2012
Français
Original: anglais

Treizième session

Doha (Qatar)
21-26 avril 2012

**Vers une croissance et un développement
équitables et durables: Quelle contribution
pour le secteur du tourisme?**

Réunion préalable à la treizième session de la Conférence

Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

Vers une croissance et un développement équitables et durables: Quelle contribution pour le secteur du tourisme?

1. Des déclarations liminaires ont été faites par M. Supachai Panitchpakdi, Secrétaire général de la CNUCED; M. Ahmed Al-Nuaimi, Président de l'Autorité du tourisme du Qatar; M. Márcio Favilla, Directeur exécutif de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT); et M. Cheick Sidi Diarra, Secrétaire général adjoint et Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.

2. Les intervenants principaux étaient Mme Liz Rosanna Crámer Campos, Ministre et Secrétaire exécutive, Ministère national du tourisme (Paraguay); M. Sorasak Pan, Secrétaire d'État (Cambodge); M. Márcio Favilla, Directeur exécutif de l'OMT; et M. Anthony Mothae Maruping, Ambassadeur et Représentant permanent du Lesotho auprès de l'Organisation des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève.

3. Les intervenants ont dit que le tourisme faisait partie des industries créatives et souligné qu'il ne consistait pas à exploiter des richesses naturelles et culturelles dans une perspective de profit à court terme. En effet, la notion de durabilité était essentielle pour permettre au secteur du tourisme de contribuer effectivement à une croissance et un développement équitables et pérennes. On s'accordait à admettre que les stratégies pour ce secteur devraient pleinement tenir compte des incidences actuelles et futures, sur le plan économique, social et environnemental, des activités touristiques et s'attacher à répondre aux besoins du point de vue des visiteurs, du secteur privé, de l'environnement et des communautés hôtes. On a insisté sur l'importance de l'aptitude à conduire ce processus ainsi que sur la nécessité d'une coordination entre les organisations internationales concernées, à l'exemple du Comité directeur sur le tourisme au service du développement, et aussi d'une coopération avec les donateurs bilatéraux et multilatéraux.

4. La question des «fuites» a été examinée. Il fallait inclure dans cette notion non seulement les pertes éventuelles de recettes venant du tourisme, mais aussi les pertes potentielles d'identité culturelle et de richesses naturelles dues à une surexploitation et/ou à une réglementation inadéquate. On a fait valoir que les importations destinées aux infrastructures et activités touristiques – même lorsqu'il s'agissait de produits consommables – devraient bénéficier des mêmes exemptions de droits et autres charges que celles prévues pour les importations de biens d'équipement.

5. Si l'on admettait que certaines importations de ressources destinées aux activités touristiques étaient inévitables, on a souligné la nécessité de liens plus étroits avec les autres secteurs de l'économie nationale. De l'avis de tous les intervenants, encourager l'utilisation dans l'industrie touristique de ressources d'origine locale était un objectif commun essentiel. Il convenait donc d'incorporer dans toutes les politiques d'investissement le principe du développement des entreprises locales en même temps que des incitations pour les investisseurs étrangers. Promouvoir une combinaison équilibrée («optimale») d'entrepreneuriat local et d'investissement étranger direct (IED) était considéré comme un objectif de développement particulièrement souhaitable pour ce secteur qui avait besoin de synergies locales pour contrebalancer les «fuites» inévitables. Ces dernières (notamment le rapatriement de bénéfices tirés de l'IED) étaient vues comme le «prix normal à payer» pour bénéficier de transferts de technologies de pointe et pour pouvoir offrir des conditions d'accueil conformes aux normes internationales.

6. Les intervenants étaient néanmoins unanimes à admettre que leurs pays avaient encore du travail à faire pour arriver à une combinaison de sources d'approvisionnement raisonnable, puisque par nature les pays en développement et en particulier les pays les moins avancés (PMA) ne pouvaient répondre que de façon limitée aux besoins d'une industrie du tourisme de plus en plus complexe.

7. Le rôle moteur du tourisme pour la transformation structurelle et la diversification économique, en particulier dans les PMA et les petits États insulaires en développement (PEID), a été mis en exergue. Le fait que deux pays récemment sortis de la catégorie des PMA avaient un secteur du tourisme robuste soulignait l'importance de cette activité pour la réalisation des objectifs de développement convenus dans les Programmes d'action de la Barbade et d'Istanbul.

8. Les intervenants se sont informés des expériences faites au niveau national pour développer le tourisme, par exemple pour les services touristiques liés aux réunions, voyages de motivation, conférences et autres manifestations ou encore pour les services touristiques liés aux sports. Cette stratégie exigeait une approche coordonnée à l'échelle de l'industrie du tourisme et avec d'autres instances, afin que toutes les possibilités de communication restent ouvertes et que l'information et les renseignements commerciaux puissent être mis en commun.

9. D'autres intervenants ont souligné les synergies et les avantages procurés par une approche régionale, en particulier lorsque des marchés touristiques de taille modeste bénéficiaient de flux de tourisme transfrontière. Cette coopération régionale pour organiser et commercialiser des services touristiques communs était largement appuyée par les intervenants. Tous ont cité des exemples convaincants des retombées bénéfiques communes ainsi obtenues – depuis des projets le long d'un bassin fluvial spectaculaire impliquant cinq pays d'Asie jusqu'à des chutes d'eau en Afrique avec un effet multiplicateur partagé entre plusieurs pays voisins.

10. L'idée de mobiliser les meilleures ressources locales possibles pour développer le tourisme a été longuement discutée. Il apparaissait logique de prévoir dans une politique efficace de développement du tourisme des initiatives en direction des jeunes récemment sortis du système scolaire pour les informer sur les possibilités de carrière dans le secteur du tourisme, sur la formation professionnelle correspondante et sur les études liées au tourisme en général (politique de bourses), initiatives que l'on considérait indispensables pour promouvoir dans la population un sentiment d'appropriation et d'émulation. La possibilité de disposer d'un réservoir de ressources locales compétentes était un paramètre essentiel de l'équation de développement du tourisme.

11. La constitution d'un réservoir d'entrepreneurs locaux, de travailleurs locaux et de fournisseurs locaux représentait généralement, selon les intervenants, le défi le plus critique à relever pour les responsables de l'industrie du tourisme.

12. Les partenariats public-privé (en particulier pour le transport aérien) étaient jugés généralement positifs, non seulement parce qu'ils pouvaient représenter une option valable pour les investissements et pour la gestion, mais aussi parce qu'ils favorisaient une culture du dialogue et de la coopération précieuse pour parvenir à d'autres objectifs importants eux aussi pour le développement d'un secteur du tourisme compétitif.

13. Les questions des services de tourisme en ligne et de l'utilisation des nouveaux médias sociaux bénéficiaient elles aussi d'un consensus parmi les intervenants, pour lesquels il était important de permettre aux acteurs du tourisme de contourner le problème des coûts de commercialisation – l'un des principaux obstacles à la compétitivité internationale sur le marché mondial du tourisme. Les travaux de la CNUCED dans ce domaine – comme dans plusieurs autres – ont été salués. L'orientation que le débat avait prise spontanément en se focalisant sur les facteurs liés au développement du tourisme dans l'objectif de réduire la pauvreté démontrait toute la pertinence pour le développement du tourisme de l'approche intégrée au niveau du système des Nations Unies suivie dans plusieurs sous-programmes de la CNUCED.